

**PORTANT CRÉATION D'UN EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT
RÉSERVÉ AUX VÉHICULES D'ENTRETIEN DES RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATION**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant les travaux de réaménagement du bâtiment situé à l'angle du cours Bosquet et de la rue Gambetta abritant notamment un central de communication électronique ;

Considérant l'impossibilité d'accéder à l'emplacement privatif pendant la durée des travaux de l'immeuble susmentionné ;

Considérant qu'il convient de réserver un emplacement de stationnement réservé aux véhicules d'entretien du réseau de communication électronique ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement au droit de l'immeuble portant le n°5 de la rue Gambetta ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2025, l'arrêt et le stationnement des véhicules sont considérés comme gênant sur l'emplacement réservé aux véhicules d'entretien du réseau de communication électronique au droit de l'immeuble portant le n°5 de la rue Gambetta.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

12/06/2024

Fait à Pau, le 12 juin 2024